



Munich Personal RePEc Archive

Political Risk, democracy and dictatorship

Lemmenicier, Bertrand and Tarbalouti, Essaid

Université Paris 2, Ponthéon Assas, Université Cadi Ayyad,
GREER, FSJES Marrakech

2007

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/56247/>

MPRA Paper No. 56247, posted 29 May 2014 00:47 UTC

Risque politique, démocratie et dictature

Par

B. Lemmenicier¹ et E. Tarbalouti²

Version Année 2007

Résumé :

L'objet de cet article est d'expliquer le paradoxe de l'émergence du régime dictatorial dans les pays pauvres malgré ses effets négatifs sur le développement économique dans le cadre de la théorie des choix risqués. L'explication avancée dans cet article pour le choix du régime politique est l'arbitrage entre le revenu alternatif qu'un homme politique peut se procurer en dehors de la sphère politique dans les pays riches et dans les pays pauvres et le coût politique ou de corruption. Pour démontrer cette analyse, on se sert du niveau de corruption comme indicateur d'enrichissement personnelle dans les différents pays et du coût politique ou de corruption en cas d'échec. Ce coût est supposé faible comparé au revenu alternatif. Il est régressif dans une dictature en raison du coup d'état. En revanche, il est progressif dans une démocratie compte tenu du niveau de revenu alternatif élevé. La démonstration théorique fondée sur ses hypothèses détermine le régime politique dans la plupart des pays riches et pauvres.

Mots clés : Régime politique ; Démocratie ; dictature ; Revenu alternatif ; corruption ; coût politique ; choix

Political Risk, democracy and dictatorship

Summary :

The object of this article is to explain the paradox of the emergence of the dictatorial regime in the poor countries in spite of its negative effects on the economic development within the framework of the theory of the risky choices. The explanation moved forward in this article for the choice of the political system is the arbitration enter the alternative income which a politician can get himself except the political sphere in the rich countries and in the poor countries and the political cost or of corruption. To demonstrate this analysis, we use the level of personal corruption as indicator of enrichment in the various countries and the political cost or corruption in case of failure. This cost is supposed weakness compared with the alternative income. It is regressive in a dictatorship and Progressive in a democracy considering the level of high alternative income. The theoretical demonstration established on its hypotheses determines the political system in most of the rich and poor countries.

Key : Political system ; democracy ; dictatorship ; alternative Income ; corruption ; political cost ;

¹ Université Ponthéon Assas, Paris 2.

² Université Cadi Ayyad, GREER, FSJES, Marrakech

Risque politique, démocratie et dictature

Par

B. Lemmenicier et E. Tarbalouti

INTRODUCTION

Le débat sur le rôle du système politique dans le développement économique et la transition à une économie de marché oppose deux courants : celui d'un impact positif d'une dictature sur la croissance économique et celui qui soutient que seule la démocratie a un tel effet bénéfique.

Ainsi, selon Kuznets (1955), Wewlett (1979) et Nelson (1987), la dictature permet de favoriser le développement économique et la croissance en raison de ses effets sur la consommation et l'épargne. En effet, selon ces auteurs, la croissance économique et le développement sont le résultat de l'investissement personnel. Dans une économie pauvre, le développement et la croissance économique ne peuvent se construire qu'à l'aide de l'épargne. Investir nécessite une réduction de la consommation présente et une augmentation de l'épargne. Pour y parvenir, les hommes politiques doivent affronter les groupes de pression qui cherchent à maximiser leur richesse en adoptant une politique d'allocation de ressources qui favorisent la classe des entrepreneurs qui ont une propension plus élevée à épargner que les autres.

L'institution politique capable de surmonter ces problèmes est la dictature. En effet, celle-ci donne à l'homme de l'Etat le pouvoir de sanction qui réduit les conflits d'intérêts entre les groupes de pression. Ainsi, dans ce régime, l'homme politique est en mesure de favoriser la croissance puisqu'il dispose d'une autonomie d'agir et de la possibilité de réduire les intérêts divergents. Il s'ensuit que la dictature générerait la croissance alors que la démocratie entraînerait le maintien de sous développement puisque les politiques de croissance et de développement sont freinées par les revendications variées des groupes de pression qui optent toujours pour une distribution des ressources. Ainsi, afin de maximiser son utilité, l'homme politique est contraint de satisfaire les groupes de pressions aux dépens d'une politique de croissance³.

A l'inverse, les seconds auteurs considèrent que la démocratie incite les hommes politiques à adopter une politique de croissance et de développement. Par exemple, North et Weinngast [1989] considèrent que les politiques menées par les régimes de dictature ont pour objectif de maximiser le bien être de l'homme politique aux dépens d'une politique de croissance et de développement. Selon eux, le dictateur adopte une politique axée sur l'expropriation des droits de propriété des individus à travers une intervention massive de l'Etat dans l'économie qui décourage les entrepreneurs à créer des

³ SIROWY L. et INKELES A. [1990], «The Effects of Democracy on Economic Growth and Inequality : A Review», *Studies in Comparative International Development*, Spring , Vol. 25, no. 1, pp. 131 (126-157).

richesses. Cela conduit à une baisse du pouvoir d'achat et donc d'investissement et de croissance. Il s'ensuit que les politiques menées par les dictatures sont inefficaces alors que celles conduites par les démocraties ne le seraient pas.

Plusieurs tests économétriques ont permis de mesurer l'impact des politiques économiques des différents régimes sur la croissance. Dans la version proposée par Varoudakis [1995], le poids de l'Etat dans l'économie (1), et les libertés économiques (2) sont les variables explicatives principales de l'absence de croissance économique. L'auteur affirme que le régime de dictature⁴ a tendance à amplifier le poids de l'Etat dans l'économie et à entraver la liberté par la réglementation de l'activité économique dans le but de s'approprier les ressources privées.

Si ces travaux semblent trancher en faveur de la deuxième thèse, on ne comprend pas pourquoi les régimes dictatoriaux sont si nombreux parmi les pays pauvres. (Il existe encore aujourd'hui 28% de régimes politiques dictatoriaux). Comment se fait-il que, si la démocratie est un régime politique «efficient» du point de vue de la croissance économique, tant de pays pauvres y renoncent ? Pourquoi tant de pays en transition refusent les règles de la compétition politique ? Bien qu'il y ait sans doute un grand nombre d'explications à ce paradoxe, nous allons offrir une explication simple à cette anomalie.

1) L'homme politique «bienveillant ou prédateur» ne diffère pas des autres individus. Il cherche à maximiser son utilité. Utiliser le monopole de la coercition pour promouvoir une politique de croissance économique et de développement dépend non seulement de l'utilité personnelle attendue de cette politique mais aussi du risque politique pris et du comportement des rivaux.

2) Dans le régime de dictature, la satisfaction personnelle est plus rapide avec une politique de distribution de privilèges et d'absence de croissance économique mais le risque politique est élevé en raison des conséquences des actions dont dispose l'opposition pour renverser le gouvernement : les coups d'Etat et les révolutions conduisent souvent à la perte de la vie du dictateur.

Dans la démocratie, l'activité politique est certainement moins risquée puisque l'on perd simplement son poste de parlementaire ou présidentiel si l'on est évincé par des rivaux et on a toujours l'espoir de revenir au pouvoir. En revanche, elle est moins rémunératrice en terme de satisfaction car il faut partager avec d'autres concurrents les rentes que procure le pouvoir politique.

Ainsi, même si l'on admettait que le régime de dictature favorise la croissance pour le pays en empêchant les groupes de pression d'exercer leur activité, supposée être un frein à la croissance économique, on admet volontiers aussi qu'elle permet une réalisation plus rapide des objectifs du dictateur malgré le risque politique élevé qu'il encourt. Comme par ailleurs, l'usage de la coercition pour promouvoir une politique de croissance ne conduit pas à un enrichissement rapide de l'homme politique, au sens où le dictateur devra privatiser et créer une classe d'entrepreneurs qui profitera de son action politique sans que, lui, puisse en saisir les rendements - il supportera les coûts (prendre le pouvoir avec un risque politique élevé) alors que d'autres bénéficieront de son action- il n'est guère incité à user de la coercition politique pour favoriser la croissance. En revanche, créer des réglementations, des privilèges, taxer et s'approprier les fonds publics permettent un enrichissement rapide en dépit du risque politique pris. Les coûts sont

⁴ Nous considérons ici que la dictature est de type bureaucratique ou de type socialiste.

dispersés sur les autres - les générations à venir- et les gains de son action politique sont concentrés dans ses mains et dans celles de ceux qui l'aident. On comprend aisément que la dictature ne favorise la croissance que dans des cas exceptionnels d'intégrité du dictateur ou d'un dictateur déjà très riche (un Roi).

L'article sera organisé de la manière suivante : la première section présente un modèle expliquant l'anomalie que nous avons signalée ; la deuxième section teste sur des données empiriques le rôle du régime politique sur la croissance économique et la validité de notre interprétation pour expliquer pourquoi les dictatures et les régimes politiques autoritaires émergent et/ou perdurent systématiquement dans les pays sous développés.

I - LA PRISE DE RISQUE POLITIQUE ET LE COMPORTEMENT DES RIVAUX

Dans le modèle retenu, l'homme de l'Etat est rationnel. Il met en balance les coûts et les gains pour mener une politique d'enrichissement personnel ou pour ceux de son clan⁵ par opposition à une politique de croissance. Nous supposons aussi que l'homme politique arbitre entre deux régimes politiques : la démocratie et la dictature, compte tenu du comportement des autres rivaux.

Cette dernière hypothèse semble plus difficile à admettre. Cependant un dictateur a toujours le choix entre maintenir la dictature ou accepter une démocratie comme le montrent les pays en transition ou en voie de développement. En revanche plus la démocratie est ancienne, plus il semble difficile de passer à un régime dictatorial.

Dans le cadre de la démocratie, l'enrichissement personnel par la redistribution est soumis à une concurrence des autres hommes politiques. En revanche, dans une dictature, il se fait en situation de monopole. Le risque dans la démocratie provient d'une sanction par le suffrage universel. Il n'entraîne pas de risque politique élevé (perte de la vie). Dans le cadre d'une dictature, le risque en revanche est élevé et vient d'un coup d'Etat. Par ailleurs, pour simplifier à l'extrême l'analyse, on suppose que les individus qui s'engagent dans une carrière politique sont neutres à l'égard du risque quel que soit le régime politique. Ils ont aussi des goûts identiques. Les gains dans une dictature sont obtenus grâce au maintien du monopole d'une part - pour cela il faut une armée puissante et des fonctionnaires bien payés - d'autre part pour capter les rentes il faut favoriser la corruption. On suppose comme Findlay et Wilson [1987], que les politiques de réglementation de l'économie maximisent l'utilité de l'homme politique puisqu'elles favorisent la corruption et donc l'enrichissement personnel et ce quelque soit le régime politique. Dans la démocratie, la rivalité entre les factions implique de partager la rente tirée de la réglementation mais ne nécessite plus de dépenses publiques conséquentes dans l'armée et dans l'entretien de fonctionnaires à la solde de la dictature. Cependant, le choix du régime politique dépend fondamentalement du comportement des opposants. Ceux-ci sont-ils pour établir une dictature ou une démocratie ? En effet s'ils sont pour une dictature, ils ne feront pas de place à la faction au pouvoir. Celle-ci peut être intéressée à anticiper ce comportement et à vouloir maintenir la dictature. Le comportement de la faction qui a pris le pouvoir dans le choix du régime n'est pas indépendant du choix que les opposants prendraient s'ils étaient eux-mêmes au pouvoir.

⁵ Le clan peut être la famille, une ethnie, un syndicat.

Pour formaliser ces intuitions, appelons W_{dict} , le niveau de satisfaction personnel de l'homme politique quand il adopte une stratégie de conquête dictatoriale du pouvoir. Celui-ci est supposé être une fonction croissante de la fraction des transferts que le dictateur ou son clan peut s'accaparer sur la production de l'économie, diminuée du revenu alternatif de l'homme politique et des coûts attendus s'il échoue dans son entreprise :

$$W_{dict} = \alpha T - r - p.C \quad (1)$$

où αT est le revenu procuré par une politique de prédation dans le cadre d'une dictature. Le risque politique $p.C$ n'existe que si les opposants ont eux aussi des visées dictatoriales. Dans le cadre de la démocratie, la satisfaction de la faction au pouvoir ou des hommes politiques au pouvoir est :

$$W_{dem} = \beta(N)T - r \quad (2)$$

On suppose que le revenu tiré de la prédation, $\beta(N)T$, est moindre dans la démocratie puisqu'il faut partager les rentes créées par l'usage de la contrainte publique avec des hommes politiques concurrents. r mesure le revenu alternatif obtenu en renonçant à une activité politique. Celui-ci est indépendant du régime politique. Introduisons maintenant l'interaction entre les hommes politiques eux-mêmes. La matrice ci-dessous décrit cette interaction :

		Les opposants	
		la proportion des partisans de la dictature (μ)	la proportion des partisans de la démocratie ($1-\mu$)
Faction au pouvoir	Dictature	$\alpha T - r - p.C$	$\alpha T - r$
	Démocratie	0	$\beta(N)T - r$

μ mesure la proportion de ceux qui sont partisans d'une dictature et $1-\mu$ ceux d'une démocratie. Quand les opposants sont partisans d'un régime dictatorial, les risques politiques sont élevés. Ils ne le sont pas dans le cas inverse. Il est donc clair que si la faction au pouvoir est en faveur de la démocratie et que les opposants ne le sont pas, il y a un risque de perte de pouvoir du gouvernement et les avantages inhérents au profit des opposants. L'intérêt de la faction au pouvoir est de jouer la dictature. En revanche, si les opposants sont partisans de la démocratie, le risque politique pour établir une dictature est considéré ici comme nul. Si tous sont partisans de la démocratie, le revenu attendu est celui que nous avons précisé plus haut. Le montant total des transferts, T , que l'on peut exproprier par l'impôt dépend du niveau total de la production, Y .

$$T = r^\circ + t.Y \quad (3)$$

L'homme politique compare les deux stratégies et adopte celle qui maximise son utilité attendue. Il est indifférent aux deux stratégies lorsque :

$$E(U)d = \mu(\alpha T - r - p.C) + (1-\mu)(\alpha T - r) = E(U)dém = (1-\mu)(\beta(N)T - r) \quad (4)$$

Il existe donc une certaine fraction μ^* d'opposants en faveur de la dictature à partir de laquelle l'homme politique a intérêt à choisir une conquête du pouvoir via la démocratie ou la dictature. Cette fraction μ^* varie avec les divers paramètres du modèle.

$$\mu^* = \frac{\alpha T - \beta(N)T}{r + pC - \beta(N)T}$$

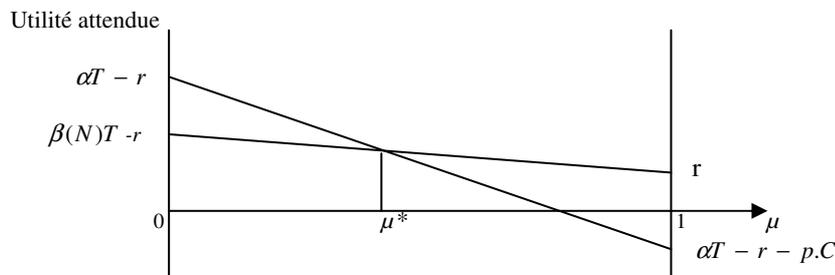
Cette proportion s'interprète aisément puisque le numérateur donne le différentiel de gains entre la dictature et la démocratie alors que le dénominateur donne le coût d'opportunité de la dictature. μ^* est alors un taux de rentabilité de la dictature. Si μ la proportion estimée de rivaux partisans de la dictature excède μ^* , l'homme politique choisit une conquête du pouvoir via

la démocratie et inversement. Comme l'interaction est symétrique, plus il y a d'hommes politiques qui adoptent la stratégie de démocratie, plus la proportion observée de rivaux dictatoriaux diminue. L'équilibre est stable en μ^* . Il n'est donc pas anormal d'observer à la fois des comportements démocratiques et dictatoriaux dans leur stratégie de conquête du pouvoir. Nous avons supposé ici que les gains de la dictature pour un individu excèdent ceux de la démocratie. Si la probabilité p d'échec est relativement négligeable, la stratégie de la dictature est dominante par définition, puisque dans ce cas

$$\alpha T - r - p.C > 0 \text{ et } \alpha T - r > \beta(N)T - r.$$

On comprend pourquoi dans certains pays quelle que soit l'idéologie de l'homme politique, le régime politique choisi est une dictature. Il s'ensuit que pour des pays pauvres, comme il faut partager les rentes dans le cadre d'une démocratie, on se trouve dans ce cas. Pour illustrer ce cas, reportons-nous au graphique 1 où nous représentons sur l'axe vertical la richesse personnelle attendue de l'homme politique lorsqu'il réussit ses activités prédatrices et sur l'axe horizontal la fraction des opposants qui sont en faveur de la dictature.

Graphique 1. Cas où les gains tirés de la dictature excèdent ceux tirés de la démocratie.



On voit immédiatement que si le différentiel de gain diminue et si le coût d'opportunité de la dictature augmente, μ^* diminue. La probabilité d'observer une démocratie augmente. A l'extrême si l'on fait l'hypothèse inverse, les gains personnels obtenus sont plus élevés dans une stratégie de conquête du pouvoir via la démocratie que via la dictature puisque $\beta(N)T - r > \alpha T - r$.

La seule façon d'observer une telle différence de gain provient vraisemblablement du niveau de production du pays considéré, car cela veut dire que même en partageant les rentes générées par le monopole de la violence le gain attendu est plus élevé avec la démocratie qu'avec la dictature. Or avec le même niveau de production un tel résultat n'est pas possible dans le cadre de ce modèle. On peut aussi admettre que le risque politique d'une dictature dans un pays riche diffère de celui d'un pays pauvre. La probabilité d'échouer étant plus forte et les coûts d'échec plus élevés : $\alpha T - r - p.C < 0$.

De ce modèle simplifié on tire deux prédictions essentielles : 1) dans les pays riches, la stratégie dominante est la démocratie ; 2) dans les pays pauvres, la stratégie est mixte à la fois dictatoriale et démocratique. Elle dépend des anticipations sur μ comparé à μ^* . Si μ , la proportion de rivaux partisans de la dictature chez les opposants, est inférieure à μ^* , l'homme politique choisit la dictature. Il choisira la démocratie dans le cas contraire. On peut par exemple imaginer que cette anticipation est liée à l'homogénéité de la population. Quand celle-ci est homogène, les hommes politiques sont des rivaux substituables entre eux. Ils n'ont donc pas de mal à imaginer que les autres sont comme eux et pensent à la dictature, μ est élevé. En revanche si la

population est hétérogène, les hommes politiques sont complémentaires. Ils anticipent que les autres ne sont pas comme eux et ne pensent pas à la dictature, μ est faible ! Au fur et à mesure où le niveau de développement s'élève, μ^* diminue poussant les hommes politiques vers un régime démocratique. En effet quand Y croît, le coût d'opportunité de s'engager dans une conquête dictatoriale s'élève et le dénominateur s'accroît réduisant ainsi la valeur absolue de μ^* . On devrait donc observer une probabilité faible de dictature dans les pays riches et à la fois des dictatures et des démocraties dans les pays pauvres. C'est une façon d'expliquer le paradoxe évoqué plus haut.

On peut aussi tirer d'autres conclusions en interprétant le modèle de la façon suivante. T mesure le niveau de prédation opéré sur la production Y . Ce niveau total de prédation est relativement plus élevé dans une démocratie que dans une dictature et est réparti autrement. Dans une dictature, une part importante des transferts devrait s'opérer en faveur de l'armée, des fonctionnaires et des industriels qui soutiennent la dictature, le reste allant dans la poche du dictateur. Dans une démocratie, le montant de transfert est relativement plus élevé du fait de la pression exercée par la compétition entre les factions politiques pour s'accaparer les produits de la prédation.

II - TEST EMPIRIQUE DU MODELE

Données et méthodologie

Pour confirmer notre intuition, nous avons mené un test empirique sur 150 pays. Nous les avons classés par régime politique : Monarchie traditionnelle (MT), Monarchie parlementaire (MP), Démocratie parlementaire (DPA), Démocratie présidentielle (DPR) et Dictatures (DICT). Les sources utilisées pour faire ce classement proviennent de «*Freedom in the World*» une publication de «*Freedom House*» [1994], de «*Conjoncture 98*» et de «*Economic Freedom of the world*» [1977]. Il n'est pas aisé de faire un tel classement et les politologues sont toujours réticents à procéder ainsi. Une démocratie hier peut devenir une dictature aujourd'hui et vice versa comme l'illustre les cas du Congo (ex-Zaire) et des dictatures ex communistes.

Nous avons appréhendé le niveau de vie par deux variables : le PNB\$ et le niveau de vie en Parité de Pouvoir d'Achat (PPP\$) , exprimées en dollars par habitant⁶. Nous avons aussi tiré des mêmes sources le nombre de principaux partis politiques (NP) du pays comme mesure de l'intensité de la compétition des groupes de pression. Enfin nous avons pris le nombre d'ethnies (NE) et la nature de religion musulmane dominante ou non (RM).

Nous avons également pris trois grandes catégories de transferts : les traitements et salaires versés aux fonctionnaires en pourcentage du Budget de l'Etat (WF) ; les dépenses militaires en pourcentage du Budget de l'Etat (M/G); les transferts et subventions en pourcentage du PNB (T/PNB). Le tableau ci-dessous reporte les moyennes et écarts type de ces variables sur lesquelles nous avons travaillées.

⁶ Rapport sur le Développement dans le Monde 1997

Tableau 1. Moyennes et écarts type des variables⁷

Variabiles	moyenne	écart type
Dictature (DICT)	0.283	0.45
Monarchie traditionnelle (MT)	0.047	0.21
Monarchie parlementaire (MP) :	0.10	0.30
Démocratie parlementaire (DPA)	0.283	0.45*
Démocratie présidentielle (DPR)	0.378	0.48
Nombre des principaux partis politiques (NP)	3.95	2.4
Nombre d'ethnies (NE)	7.5	21.4**
Religion musulmane (RM)	0.21	0.41
Traitements/salaires des fonctionnaires en % du Budget de l'Etat (WF/G)	21.8	12
Transferts et subventions en % du PNB (T/G)	12.65	13
Dépenses militaires en % du budget de l'Etat (M/G)	11.26	8.9
Produit National Brut par tête en dollars (PNB\$)	6183.7	9939.6

Le test mené repose sur la vérification de l'intuition que nous avons avancé : plus le niveau de vie est élevé, plus le nombre de dictatures devrait être faible. Mais simultanément nous avons suggéré que si les anticipations des hommes politiques sur le comportement de leurs rivaux dépendent de l'hétérogénéité de la population, ils étaient incités à choisir la dictature. Nous avons mesuré l'hétérogénéité de la population par le nombre d'ethnies vivant dans le pays. Pour tenir compte d'une caractéristique propre à certains régimes (MT), nous avons introduit la variable religion musulmane pour vérifier si celle-ci incite à choisir un régime politique dictatorial ou autocratique. La méthode utilisée pour analyser notre intuition repose sur des régressions logistiques.

Résultats

Les caractéristiques de la population, le PNB et le choix du régime politique

Les résultats des régressions logistiques que nous avons menées et que nous présentons dans le tableau 2 suivant confirment notre intuition : un faible niveau du produit national brut par tête en dollars et un nombre d'ethnies important sont les deux variables explicatives de la présence d'un grand nombre de dictatures dans le monde. Nous avons mené la même régression sur les autres régimes politiques. On remarquera la forte opposition entre les démocraties et monarchies parlementaires riches et homogènes et les dictatures et démocraties présidentielles plutôt pauvres et hétérogènes dans leur population. Les démocraties présidentielles sont plus proches des dictatures que des autres régimes politiques. Les monarchies traditionnelles sont riches, homogènes et de religion musulmane, ce qui ne surprendra personne.

Tableau 2. Le PNB, l'hétérogénéité et le choix du régime politique

	DICT	DPR	DPA	MP	MT
PNB\$ (6183)	1726	3573	13500	14775	9803
Nombre d'ethnies :7.8	12.8	7.5	3.5	3.3	2.6
Religion Musulmane : 0.22	0.26	0.23	0.05	0.21	0.83

Comme nous cherchons à expliquer la probabilité d'apparition d'une dictature ou d'un autre régime politique et que ces variables prennent la valeur 1 si oui et 0 si non, nous avons mené des régressions logistiques.

⁷ * le nombre de démocratie parlementaire est identique à celui des dictatures.

** l'écart type est élevé car le nombre d'ethnies obtenu au Congo (ex-Zaire) était de 200.

Tableau 3. Logit

Variables expliquée	DPR	MT	MP.	DPA	DICT
Variables explicatives	Coeff (T-Statist)	Coeff (T-Statist)	Coeff (T-Statist)	Coeff (T-Statist)	Coeff (T-Statist)
PNB\$	-7.84 ^E -05 (-3.32)	-1.31 ^E -05 (-0.34)	3.38 ^E -05 (1.5)	7.9 ^E -05 (3.54)	-0.000164 (-6.69)
NE	0.068(2.86)	-1.20 (-4.8)	-0.62 (-5.67)	-0.28 (4.11)	0.174 (7.15)
RM	-0.21(-0.45)	1.76 (2.25)	-0.5 (-0.74)	-2.09 (-2.72)	-0.69 (-1.48)
Log likelihood	-112.02	-21.6	-45.64	-64.67	-114.98
Obs avec 1	52	6	14	38	42
Obs avec 0	86	131	124	100	96

Les dépenses des régimes politiques

Nous avons signalé dans l'introduction le rôle des dépenses et transferts des régimes politiques sur la croissance. Nous pouvons poursuivre le test en recherchant à vérifier si les dictatures comme les autres régimes politiques par comparaison dépensent relativement plus le produit de la taxation sous forme de dépenses militaires et de traitement des fonctionnaires par opposition à des dépenses de transferts que nous imaginons être influencées à la hausse par la compétition entre les groupes de pression. Le tableau 4 suivant met en relation ces dépenses en fonction du niveau de PNB par tête, des régimes politiques.

Tableau 4. Dépenses militaires, redistribution et régimes politiques

Variable expliquée	T/PNB	M/G	WF/G
PNB\$	0.000336 (2.49)	-5.7 ^E -05 (-0.7)	-0.00036 (-3.2)
DPR	11.21 (4.72)	8.88 (6.3)	21.5 (11.7)
DPA	10.38 (2.83)	9.26 (4.2)	19.8 (6.5)
MP	5.94 (1.31)	-0.26 (-0.15)	3.83 (1.0)
MT	2.64 (-0.2)	37.4 (9.4)	30.66 (5.2)
DICT	0.55 (0.17)	16 (9.3)	32.34 (14.8)
Racine au carré	0.32	0.50	0.39

On ne peut mieux confirmer l'intuition générale sur les dictatures ou les monarchies traditionnelles qui dépensent fondamentalement dans l'armée et le bien être des fonctionnaires par opposition aux démocraties présidentielles ou parlementaires qui, sans sacrifier totalement leurs fonctionnaires, dépensent dans la redistribution. Finalement, les monarchies parlementaires semblent être les régimes politiques les moins dépensiers et ceux qui redistribuent relativement le moins de tous les autres régimes politiques. Au lieu de prendre les régimes politiques, nous pouvons prendre les dictatures comme mesure du monopole et le nombre de partis politiques comme mesure de la compétition entre les hommes politiques. Les résultats ne devraient guère être différents, mais on élimine les monarchies traditionnelles généralement riches et de religion musulmane. Le tableau 5 confirme à nouveau nos intuitions

Tableau 5. Compétition des partis politiques, monopole et dépenses étatiques

Var. expliquées	WF/G	M/G	T/PNB
PNB\$	1.6 05 (0.11)	0.00018 (1.8)	0.00051 (4.3)
NP	2.65 (6.8)	1.00 (3.2)	1.36 (3.7)
DICT	21 82 (6.4)	12.22 (4.3)	-4.41 (-1.2)
R au carré	0.31	0.31	0.17

La compétition entre les hommes politiques dans le cadre de la démocratie pousse significativement à la montée des transferts même en maintenant constant le niveau de vie, alors que le monopole les réduit. En

revanche le monopole augmente la part des dépenses militaires et de traitement des fonctionnaires dans le budget de l'Etat. On peut aussi mesurer le caractère oppressif du régime par un indicateur de taxation ou de liberté et voir si l'un des régimes est plus oppressif que les autres. Le tableau 6 suivant démontre que le régime politique démocratie ou dictature ne semble pas discriminant en matière d'oppression fiscale ou de liberté individuelle.

Tableau 6. Droits de propriété, répression fiscale et régimes politiques

Variables expliquées	Oppression fiscale		Insécurité des droits de propriété	
Variables explicatives				
PPPS	6.1 ^E -05	(3.2)	-9.84 ^E -05	(5.9)
Démocratie présidentielle	3.45	(21.1*)	3.36	(22.9)
Démocratie parlementaire	2.96	(11.8)	2.62	(11.7)
Monarchie parlementaire	0.84	(2.5)	0.53	(1.75)
Monarchie traditionnelle	1.17	(2.7)	2.11	(5.4)
Dictature	3.67	(21.7)	3.81	(25.2)
Racine au carré	0.29		0.37	

* T statistique entre parenthèses

Les démocraties parlementaires et présidentielles ou les dictatures sont aussi oppressives les unes que les autres. La hausse du niveau de vie accroît la pression fiscale mais est corrélée positivement avec la sûreté des droits de propriété (ou négativement comme sur le tableau avec le degré d'insécurité). Les monarchies parlementaires se distinguent favorablement par rapport aux autres régimes politiques confirmant les résultats précédents.

Nous pouvons terminer ce test empirique par un retour à la question préalable sur l'impact de la dictature ou de la démocratie sur la croissance du pays considéré. La croissance est mesurée ici par un taux moyen sur la période 1990-1995. On imagine que l'effort d'investissement du pays joue un rôle non négligeable dans des taux plus élevés comme pour le taux d'épargne. Ensuite, il faut tenir compte du phénomène de la transition des pays communistes au marché qui s'est traduit par un choc qui a entraîné dans la période une baisse de la production. Nous avons introduit des variables de stabilité politique : absence de guerre et durée du régime politique actuel. Enfin, l'insécurité des droits de propriété qui joue sans doute un rôle non négligeable pour les investisseurs a été prise en compte. Nous introduisons simultanément les variables de dictature et démocratie parlementaire pour les opposer. Le tableau suivant confirme le rôle prépondérant des variables d'instabilité. Le choc de la transition, les guerres et la faible durée du régime politique actuel freinent la croissance. Le régime politique, dictature ou démocratie, ne semble pas affecter les taux de croissance confortant la thèse de ceux qui sont sceptiques quant à l'impact des institutions politiques sur la croissance économique

Tableau 7. L'impact des régimes politiques sur la croissance économique

Variable expliquée	Taux de croissance moyen 1990-1995	
Variables explicatives		
Choc transition	-12.40	(-6.3)
Taux d'investissement % PNB	0.14	(3.0)
Insécurité des droits de propriété (varie de 1 à 5)	-2.16	(-2.5)
PNBS	-9.27 ^E -05	(-1.0)
Absence de guerres	3.37	(1.97)
Durée du régime actuel	0.06	(1.2)
Dictature	3.02	(0.9)
Démocratie parlementaire	-0.04	(-0.01)
Démocratie présidentielle	1.7	(0.6)
R au carré	0.79	

* T statistique entre parenthèses

CONCLUSION

Cette étude présente plusieurs conclusions dont la plus importante est l'existence d'un lien entre le niveau de vie, l'hétérogénéité de la population et le régime politique. Plus le niveau de vie est faible, plus les individus ont tendance à adopter un régime dictatorial. Simultanément, plus la population est hétérogène, plus la présence d'un régime de dictature est éminente. Cette observation conforte l'intuition que nous avons avancée dans notre modèle.

Les résultats de l'étude présentent également l'évolution des dépenses de chaque régime. Dans le régime de dictature, les dépenses sont plus orientées vers l'armée et le bien être des fonctionnaires comparativement aux démocraties présidentielles ou parlementaires. Ces dernières, en effet, dépensent plus dans la distribution. Le test empirique conforte notre intuition qui explique ce phénomène par la compétition des hommes politiques qui optent pour une redistribution de la richesse, alors que dans le régime de dictature, le monopole de l'Etat augmente les dépenses militaires et réduit les transferts. Quant à l'impact du régime politique sur la croissance économique, les résultats de notre test n'observe aucun lien entre croissance et régime politique. Cette constatation n'empêche pas de déterminer le rôle que joue la stabilité, l'insécurité des droits de propriété et le choc de transition sur la croissance.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AZAM J. P., BERTHELEMY J. C. et CALIPEL S. [1995], «Risque politique et croissance en Afrique», *Revue Economique*, n°. 3, Mai, pp.832 (819-829).
- SIROWY L. et INKELES A. [1990], «The Effects of Democracy on Economic Growth and Inequality : A Review», *Studies in Comparative International Development*, Spring , Vol. 25, n°. 1, pp. 131 (126-157).
- VAROUDAKIS A. [1995], «Régimes non démocratiques et croissance», *Revue Economique*, n°. 3, Mai